

## LE PAYS LE PLUS SOCIALISTE DU GLOBE<sup>1</sup>

Rémy Prud'homme

Janvier 2011

Chers amis socialistes,

La droite vous laisse en cadeau le pays le plus socialisé du globe. On dispose d'un bon indicateur du degré de socialisme ou d'étatisation d'un pays : le poids de la dépense publique dans le PIB. Ce ratio est calculé par le FMI pour chacun des pays du monde, et accessible d'un clic sur internet. Il rapporte à la production nationale ce qui est dépensée par des gouvernements nationaux et locaux, hors-marché, c'est-à-dire par des politiciens plutôt que par des ménages ou des entreprises. Eh bien, avec 56%, la France de 2010 fait mieux que tous les autres pays du monde – sauf un<sup>2</sup>. Cocorico ! Nous sommes déjà le pays le plus collectivisé du globe.

Ce ratio sous-estime d'ailleurs fortement le poids du « public » parce que la dépense n'est que l'une des formes de l'intervention politique. S'y ajoutent toutes les normes, obligations, interdictions – bien entendu justifiées – qui surveillent, contrôlent, encadrent, réglementent, dirigent la partie « privée » de l'économie, et qui sont omniprésentes. Au delà des domaines régaliens classiques, la plupart des secteurs, de l'éducation à l'agriculture, en passant par la culture, les transports, le logement, l'énergie, le crédit, la recherche, sont assez largement étatisés en France.

Nous sommes donc assez loin du « tout-marché », de « l'abandon du service public », ou de « l'ultra-libéralisme » – que vous avez vilipendés avec talent durant la campagne électorale. Certains d'entre vous avaient oublié ou fait semblant d'oublier notre médaille aux championnats de la dépense publique; d'autres ne l'ont jamais connue et ne veulent d'ailleurs pas la connaître. Mais ces diatribes étaient de bonne guerre. Qu'un pays socialiste soit enfin dirigé par des socialistes, c'est bien la moindre des choses.

---

<sup>1</sup> Publié dans *Commentaire*, N° 133, Printemps 2011, pp. 37-38

<sup>2</sup> La Corée du Nord et Cuba sont malheureusement hors-concours : le FMI ne donne pas de chiffres pour ces sérieux concurrents de la France.

Vous avez promis davantage de socialisme, c'est-à-dire plus de dépenses publiques pour l'éducation, les transports publics, les pauvres, l'environnement, les prisons, la justice, la police, le logement social, la recherche, les retraités, ou les intermittents du spectacle. Bref, porter notre ratio dépense publique sur PIB bien au-delà de 56%.

Pour y parvenir, on peut jouer sur deux tableaux : augmenter les revenus publics, augmenter les déficits publics. Sur chacun de ces terrains, nous ne sommes pas les meilleurs. Une demi-douzaine de pays ont un ratio revenus publics sur PIB plus élevé que notre 48%. Deux parce qu'ils ont une fiscalité plus lourde : la Suède et le Danemark. Les autres parce qu'ils disposent d'une rente pétrolière importante : la Norvège, Brunei, le Kuwait, la Libye, l'Irak. En matière de déficit public, la concurrence est rude, et en 2010, année de crise, notre 8% est dépassé par une bonne vingtaine de pays, dont l'Espagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis ou l'Irlande.

Mais nous combinons ces deux instruments mieux que tous ces pays. Ceux qui ont les revenus publics les plus élevés ont des excédents budgétaires (Libye, Qatar) ou des déficits modérés (Suède, Danemark). Et beaucoup des pays à déficit plus important que la France ont une fiscalité légère (Etats-Unis, Irlande, Espagne).

Pour tenir les promesses faites, la voie est donc bien définie. Il faut et il suffit de combiner un déficit élevé et une fiscalité lourde. Pourquoi ne serions-nous pas capables de faire aussi bien que les Espagnols en matière de déficit ? Et aussi bien que les Danois en ce qui concerne la fiscalité ? N'écoutez pas ceux qui vous disent que cela n'est pas faisable ou pas désirable. Ce sont des réactionnaires.

Il y a un pays, un seul, qui nous ravit la première place au podium mondial de la dépense publique : l'Irak, avec un revenu public (pétrole et aide militaire étrangère) qui représente 76% du PIB, et un déficit qui s'élève à 14%, ce qui fait une dépense gouvernementale de 90% du PIB. Cette prééminence est irritante, humiliante même. Amis socialistes, nous comptons sur vous pour mettre les bouchées doubles, et coiffer sur le poteau ces insolents Irakiens dans les cinq ans qui viennent.

(4100 signes)

